

Le 5 février à Nancy: une journée de mobilisation prometteuse

Rassemblement au Rectorat



Pour les personnels de l'éducation, la journée a commencé par un rassemblement devant le Rectorat à l'appel des collectifs contre les réformes Blanquer de plusieurs lycées (Poincaré, Varoquaux, Chopin, Stanislas, Jeanne d'Arc, ...), de Sud-Éducation et de la FSU. Il y avait environ 70 à 80 collègues, principalement du secondaire, avec notamment une forte délégation d'AED du lycée Varoquaux mobilisés contre la suppression de la compensation de la hausse de la CSG.

Une demande d'audience avait été déposée jeudi 31 janvier, en particulier contre l'absence de spécialités dans certains établissements, suppressions d'option, DHG (dotation horaire globale) insuffisante pour permettre un travail convenable avec les élèves, suppressions de postes. Le Rectorat n'avait même pas daigné y répondre : demande trop tardive, paraît-il, et services du Rectorat débordés. Le Rectrice n'a donc pas le temps de se préoccuper de conditions d'étude des élèves l'année prochaine, ni des conditions de travail des personnels...

Ce mépris « jupitérien » n'a guère étonné les collègues, mais a contribué à renforcer leur détermination.

AG des personnels de l'éducation

Une AG a ensuite réuni entre 50 et 60 collègues du secondaire, ainsi qu'un représentant de la FCPE. En plus des collègues de Nancy, des collègues de Jarny (nord de la Meurthe-et-Moselle) se sont joints à l'assemblée. Un débat animé s'est tenu dans une excellente ambiance. Si le refus des réformes Blanquer a été confirmé et si le combat pour la titularisation des précaires a été largement approuvé, la discussion s'est aussi étendue à des questions plus générales, à partir de l'article de la loi Blanquer sur l'école de la confiance prétendant imposer aux personnels de l'éducation un « devoir de réserve », c'est-à-dire leur interdire toute critique de la politique ministérielle. Ce serait en effet une atteinte à un droit fondamental, celui de la liberté d'expression, ce qui a introduit la question de la lutte contre la loi prétendument « anti-casseur », attaquant une autre liberté fondamentale, celle de manifester, déjà

fortement remise en cause par les violences policières continues. La question des moyens pour gagner a aussi été débattue, introduisant une discussion sur le mouvement des Gilets Jaunes, globalement apprécié par les collègues, et sur le rapport entre syndicats et auto-organisation. Sur le plan pratique, il a été décidé de produire un diaporama sur la réforme à l'attention des collègues et un autre à l'attention des parents d'élèves, d'organiser des réunions en direction des parents d'élèves sur la deuxième et troisième semaine de la rentrée, de tenir une nouvelle réunion du collectif le mardi 26 février, et de déposer dès maintenant une nouvelle demande d'audience au Rectorat en regroupant davantage de lycées de la région (Nancy, Vosges, Jarny, etc.) avec la tenue d'un rassemblement le mercredi 6 mars.

Prises de paroles des syndicats et des Gilets Jaunes de Commercy

Les personnels de l'éducation ont ensuite rejoint la manifestation interprofessionnelle qui a commencé par des prises de parole de chacune des organisations syndicales appelantes. Mais, petite - et excellente - surprise, Solidaires 54 a décidé de céder son temps de parole aux Gilets Jaunes de Commercy, qui ont ainsi pu lire **l'appel issu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy**. Événement important. Les Gilets Jaunes ont ainsi pu exposer le sens de leur mouvement et leurs objectifs aux salarié.e.s venu.e.s manifester à l'appel de leurs syndicats, contre le torrent de calomnies déversées sur eux par les médias. Une façon de lever les méfiances de part et d'autre et de percevoir les convergences : les prolétaires, avec ou sans gilet jaunes, du privé ou du public, ont bien les mêmes intérêts.

La manifestation interprofessionnelle

La manifestation s'est ensuite ébranlée selon l'ordonnancement fixé par la CGT. En tête on trouvait le cortège CGT fort d'environ 800 personnes (avec des traminots, des cheminots, des personnels de l'hôpital, de Safran, etc.). Un cortège étudiant de même taille le suivait, mobilisé contre la hausse inique des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE qui criaient à tue-tête « mêmes études, mêmes droits », après quoi venait le cortège de FO, puis celui de la FSU et de Solidaires, comportant environ 200 personnes chacun. Enfin, en queue de manifestation, serré de près par de nombreux véhicules de gendarmes mobiles, l'imposant cortège de plus de 1000 gilets jaunes, de tous le plus dynamique, lançant avec puissance des « Macron, démission ! », « Tous ensemble, tous ensemble », « Grève générale ! », chantant parfois un morceau de Marseillaise, ou entonnant un « ahou ahou ahou... ». Après avoir déambulé dans le centre de Nancy, la manifestation s'est terminée sur la place Stanislas.

Et après ?

Un peu plus de 3.000 manifestant.e.s, ce n'est pas un raz de marée pour Nancy, et on est encore loin d'une véritable « grève générale », mais c'est déjà une manifestation respectable, dix fois plus importante en particulier que la journée du 14 décembre. Confirmation que l'appel des Gilets Jaunes à faire grève a pesé dans la mobilisation.

Cette dynamique ascendante doit nous conforter dans nos efforts pour construire la mobilisation. Cela suppose de continuer à impulser l'auto-organisation dans tous les secteurs, de favoriser les convergences, en se battant pour des revendications claires et unifiantes contre la politique du gouvernement. Cela suppose aussi de lutter à tous les niveaux pour que les directions syndicales rompent avec le gouvernement et fassent une véritable campagne de mobilisation (tracts, vidéos, heures d'info syndicales, AG dans les entreprises, meetings publics, intervention dans les médias, etc.) avec l'objectif de la victoire, avec la conviction profonde que pour chasser cette politique, il faut chasser Macron, un mot d'ordre mis en avant par les Gilets Jaunes, mais qui doit devenir celui de toute la classe ouvrière et de la jeunesse. Un mot d'ordre qui ne peut devenir une réalité qu'à condition de réussir peu à peu, en tissant les liens, à créer les conditions pour que tout.e.s les salarié.e.s aient le sentiment que c'est le moment d'y aller et qu'en se mettant tout.e.s ensemble en grève, on peut défaire Macron, le MEDEF et imposer les revendications démocratiques et sociales les plus urgentes.

Correspondant

Crédit photo : France 3

, le 5 février 2019